



L'urbanisation des pays en développement

“ La croissance urbaine n'a pas seulement changé d'échelle, elle a changé de nature. Le processus d'urbanisation des moeurs s'est progressivement étendu et il porte en germe une généralisation planétaire des valeurs urbaines. C'est dans les villes que va désormais se jouer, pour l'essentiel, notre capacité de développement économique, le devenir de notre société, et jusqu'à l'avenir écologique de la planète. ”¹

La croissance accélérée des villes

La croissance de la population urbaine résulte de plusieurs facteurs : d'une part, et de plus en plus, de la croissance démographique naturelle des populations urbaines, d'autre part, des mouvements migratoires des campagnes plus ou moins lointaines vers les villes et du passage de petits bourgs ruraux au statut de centre urbain - qui constitue à proprement parler le phénomène d'urbanisation - ainsi que de l'absorption de groupements ruraux à la périphérie des villes en extension.

Entre 1970 et 1995, le taux mondial d'urbanisation, mesuré par le rapport de la population urbaine à la population totale, est passé de 37 % à 45 %. Au rythme actuel, à l'horizon 2005, la moitié de la population mondiale résidera et travaillera en zone urbaine. Ce taux atteindra, selon les prévisions, 55 % en 2015 et plus de 60 % en 2025.

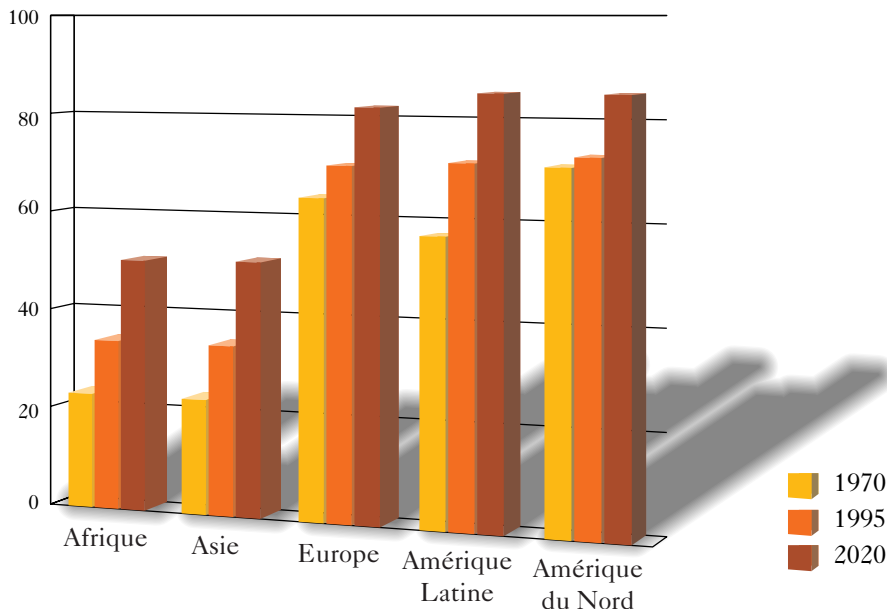
La différenciation par continent

L'urbanisation est un phénomène historiquement et géographiquement diversifié. A l'échelle des grandes régions du globe, trois grandes situations peuvent être repérées, en fonction de la combinaison du niveau d'urbanisation actuel et du taux de la croissance démographique naturelle :

- les continents dans lesquels l'urbanisation est la plus ancienne et la plus avancée : l'Europe

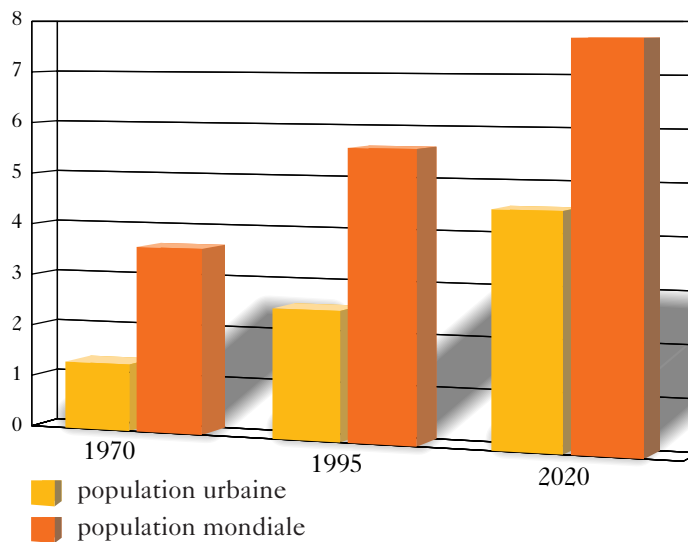
Pourcentage de la population urbaine 1970, 1995, 2020

source : "World urbanization prospects - The 1994 revision", ONU, 1995



Évolution de la population urbaine et mondiale (en milliards)

source : "World urbanization prospects - The 1994 revision", ONU, 1995



et l'Amérique du Nord, qui ont des niveaux d'urbanisation voisins (de l'ordre de 75 %) et qui, ayant des taux de croissance naturelle très faibles (ayant achevé leur transition démographique), connaissent des taux de croissance urbaine de l'ordre de ou inférieurs à 1 % l'an ;



- l'Amérique latine, où l'urbanisation est aussi avancée que dans le premier groupe mais où la croissance démographique reste soutenue et qui connaît un taux de croissance urbaine de l'ordre de 2 % l'an.

Il faut noter que ce taux a été de 3,2 % par an entre 1975 et 1990 ;

- les Régions aujourd'hui les moins urbanisées : le Moyen-Orient, l'Asie (hors Japon) et l'Afrique, où le niveau d'urbanisation est inférieur à 50 % mais où, suivant que la croissance démographique est ralentie (Chine) ou qu'elle est encore forte (jusqu'à 3 % l'an), le taux de croissance urbaine se situe entre 2,5 % et 5 % l'an.

Le système planétaire du réseau des villes de plus de cinq millions d'habitants en 1995

La croissance urbaine la plus rapide se rencontre actuellement en Afrique : on l'estime à environ 4% l'an pour la période 2000-2020. Le volume de population urbaine supplémentaire annuel le plus important se trouve toutefois en Asie, en raison des masses de population concernées : un milliard de citoyens supplémentaires est attendu entre 2000 et 2020, dont 500 millions pour la Chine et l'Inde seules. La répartition de la population urbaine mondiale tend en effet naturellement à se rapprocher de la répartition de la population mondiale : au début de ce siècle, les deux tiers de la population urbaine mondiale vivaient dans les pays aujourd'hui développés ; à la fin du siècle, les deux tiers de la population urbaine se trouvent dans les pays en développement.



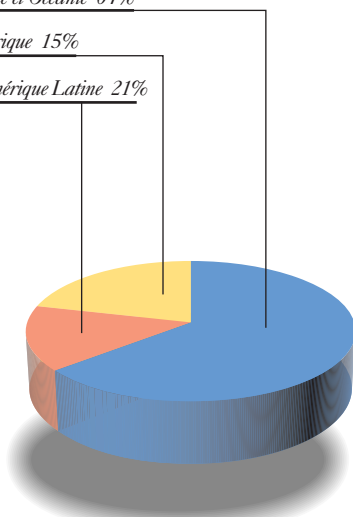
Répartition de la population urbaine en 1994

source : "World urbanization prospects - The 1994 revision", ONU, 1995

Asie et Océanie 64%

Afrique 15%

Amérique Latine 21%



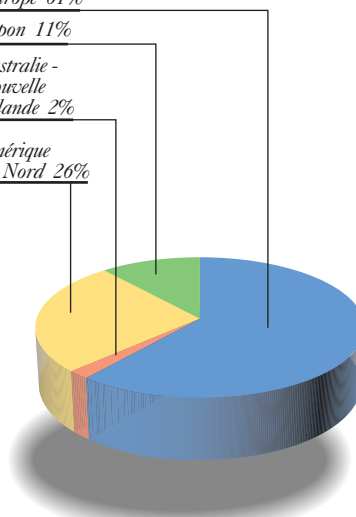
Pays moins développés

Europe 61%

Japon 11%

Australie -
Nouvelle
Zélande 2%

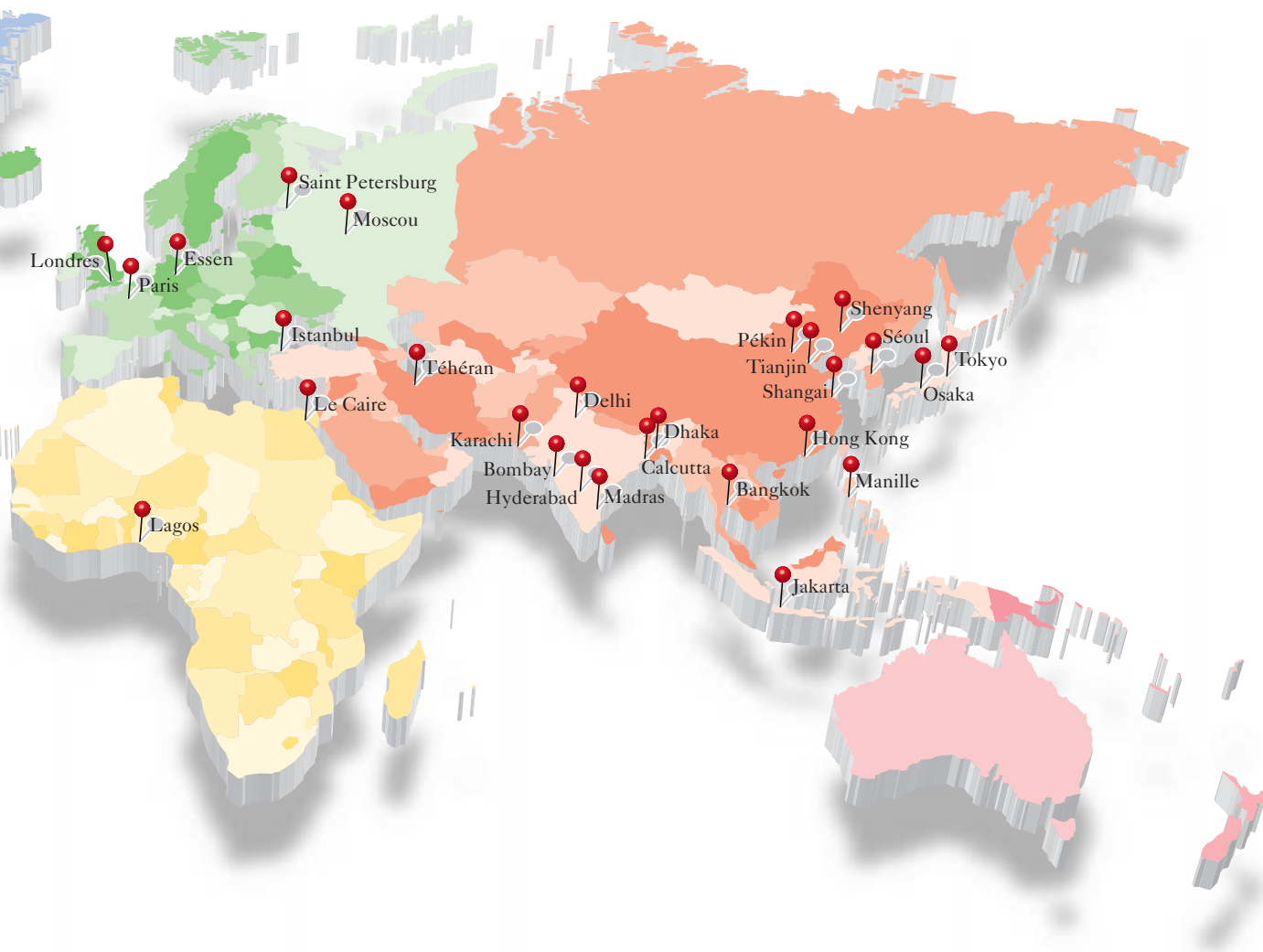
Amérique
du Nord 26%



Pays développés

La concurrence des villes et des territoires

La transformation de l'économie mondiale s'accélère depuis le début des années 1990. Cinq indicateurs sont significatifs de cette mutation et du poids grandissant des pays du Sud. D'abord, le commerce international continue à croître plus vite que la production mondiale : entre 1991 et 1994, les exportations ont augmenté de 6 % l'an et la production de 1 %. Par ailleurs, en dix ans, la part des



source : "World urbanization prospects - The 1994 revision", ONU, 1995

pays en développement dans la production mondiale est passée de 34 à 40 % et leur participation aux échanges est aujourd'hui de 27 %. Les flux de capitaux vers les pays en développement ont atteint, en 1995, le niveau record de 231 milliards de dollars. Enfin, l'évolution du commerce maritime traduit la réorganisation des échanges à l'échelle planétaire : ainsi la part du commerce atlantique est aujourd'hui de 33 % (60 % trente ans plus tôt) et celle du Pacifique atteint 40 %. La montée en puissance des échanges transpacifiques tient essentiellement à la croissance des

exportations de l'Asie du Sud-Est. La mondialisation de l'économie conduit à l'émergence de nouveaux pôles économiques régionaux, se structurant autour de réseaux de villes, notamment basés sur le développement de nouvelles technologies. Dans cet environnement, les villes sont amenées à développer leurs atouts pour attirer les investisseurs internationaux, les grandes multinationales et leurs filiales. La concurrence que pour rester dans la compétition se font désormais les villes, au niveau régional, mais également au niveau international, est l'un des faits marquants de cette fin de siècle.

Les mégapoles et les réseaux de villes

Entre 1970 et 1990, l'émergence de villes de plus de 10 millions d'habitants a été deux fois plus importante dans les pays en développement que dans les pays développés. Selon les prévisions de l'ONU, en 2015, 23 des 27 villes de plus de 10 millions d'habitants et 36 des 44 villes de plus de 5 millions d'habitants devraient être concentrées au Sud. C'est dans ces villes en pleine croissance que se posent les défis les plus considérables : assurer un

Les nouvelles donnes de la concurrence mondiale, le redéploiement spatial de l'économie et la compétition des villes

Les économies industrialisées du Nord et du Sud sont de plus en plus marquées par l'utilisation de savoir-faire à haute intensité technologique : nouvelles technologies de l'information et de la communication, formation, marketing et publicité, recherche et développement, innovation. Cette tertiarisation des activités productives a des conséquences techniques et économiques sur la transformation du système économique mondial. Les entreprises se trouvent placées en constante concurrence, la compétitivité se jouant moins sur les investissements matériels que sur l'innovation, l'organisation et les méthodes de gestion des entreprises.

Cherchant à se rapprocher des marchés pour mieux s'y adapter, les entreprises opèrent des redéploiements internes et externes et développent des accords de partenariat à l'échelle planétaire. Il en résulte une diversification spatiale des implantations et un renforcement des interdépendances entre les centres de décision et de production. Le choix des entreprises entre différentes opportunités d'implantation est de plus en plus conditionné par l'environnement logistique qu'elles trouvent parmi des sites urbains concurrents.

C'est aux villes d'assurer cet environnement par la fourniture d'équipements et de services, à des conditions concurrentielles et reposant sur la qualité des ressources humaines.



développement durable et contribuer à l'essor économique et social, tout en garantissant une plus grande solidarité entre les habitants. La formation des mégapoles entraîne bien souvent la multiplication des quartiers informels, favelas, barrios. Dans cette phase de transformation rapide, les moyens humains et financiers disponibles sont insuffisants pour répondre aux besoins des populations, majoritairement jeunes. Mais c'est en même temps dans les mégapoles que l'on trouve le potentiel de dynamisme le plus fort.

Les villes ne connaissent pas toutes un développement économique identique. Leur essor dépend de leur dynamique interne, mais également de leur activité plus ou moins tournée vers les échanges mondiaux. Le développement des villes repose également sur les relations qu'elles entretiennent entre elles, mais aussi avec leurs hinterlands et les réseaux de villes.

La dimension économique et sociale des villes

“ Les besoins de dépenses des ménages et les opportunités économiques croissant avec la taille des agglomérations, on constate aussi que la productivité moyenne des diverses strates d'activités, informelles et modernes, des villes croît avec leur taille. Ainsi, la productivité d'une ville moyenne de 50.000 habitants est le double de celle d'une ville de 5.000 habitants et inférieure de moitié à celle d'une ville de deux millions d'habitants. Ces effets d'agglomération sont en partie masqués par l'informalisation croissante des

viles. Ainsi, le processus d'urbanisation apparaît à bien des égards comme une condition et une manifestation du développement économique : en permettant à un nombre important d'individus de passer d'une orbite basse à une orbite plus élevée (à besoins de dépenses et à productivité plus élevée), en provoquant la division du travail entre secteurs et entre milieu rural et milieu urbain, et en offrant aux agriculteurs des débouchés croissants pour leur production." ²

La contribution des villes à la formation du Produit intérieur brut (PIB) national est généralement très supérieure à la part de la population urbaine dans la population nationale. Les villes ont une productivité par habitant (rapport entre le PIB d'une ville et sa population) très largement supérieure à celle des zones rurales. Cela est vrai des pays anciennement industrialisés comme des pays en développement. En 1990, la productivité par tête des habitants de Sao Paulo (4.694 \$) était supérieure de 1,7 fois à la productivité nationale per capita (2.797 \$). Toujours en 1990, le PIB par tête de Calcutta (953 \$) est trois fois plus élevé que celui de toute l'Inde (299 \$).

Ces données, tirées des comptabilités officielles nationales des pays, ne reflètent cependant pas la nature exacte et le poids des économies urbaines. Fondées sur les secteurs structurés de l'économie formelle, elles ne tiennent pas compte de

Activités économiques réelles des villes d'Afrique de l'Ouest

L'étude des perspectives à long terme de l'Afrique de l'Ouest ³ a mis en évidence que le Produit régional brut réel (PRB), qui prend en compte les activités non-enregistrées, était supérieur d'environ 40 % à celui qui ressort des comptes nationaux officiels. Les conclusions qui sont habituellement avancées quant à la stagnation économique de cette région d'Afrique, voire à la régression de certains pays, découlent souvent de la sous-évaluation de ces activités économiques réelles. Entre 1960 et 1990, le PRB total de la région a triplé, tandis que le PRB urbain était quintuplé ; la contribution des villes au PRB régional est passé de 38 à 66 % (la population urbaine passant de 15 à 40 % de la population totale).

³ "West Africa long term perspective study - WALTPS", OCDE, 1994

la contribution, pourtant importante, des activités non monétarisées ou non-enregistrées. L'économie des villes du Sud est caractérisée par la coexistence de trois ensembles, dont l'importance varie selon les économies nationales. L'un, moderne ou formel, recouvre les entreprises privées et publiques ainsi que les services publics structurés. Il est la partie émergée de l'économie

sur laquelle se mesure le développement et s'analyse l'efficacité des politiques économiques. L'autre, populaire ou informel, réunit des activités individuelles à faible intensité de capital. Cette économie de proximité produit notamment l'habitat populaire et répond à la quasi totalité des besoins essentiels de la majorité des citoyens. Entre ces deux ensembles, des entreprises petites et moyennes, dont les



L'efficacité de la ville et/ou l'équité sociale

Le débat sur l'efficacité des villes balance entre une ville d'abord mise au service de l'économie ou une ville pourvoyeuse d'équité sociale.

La recherche de l'efficacité économique conduit à privilégier les investissements urbains en faveur des entreprises. Le succès économique de cette urbanisation, qui peut s'accompagner de l'inconfort dans lequel vit la majorité des citoyens, est notamment caractéristique de certains pays émergents d'Asie du Sud-Est.

La volonté de fournir de façon indifférenciée des équipements et des services urbains à toutes les catégories d'usagers se traduit souvent par des tarifications sociales inférieures aux coûts d'équilibre. Souvent financées par des subventions publiques, ces politiques ne permettent pas pour autant de généraliser le confort urbain à tous les citoyens.

Parce qu'ils ne maîtrisent pas les mécanismes de croissance et de redistribution des revenus et les causes des inégalités économiques et sociales, les aménageurs et les gestionnaires urbains sont en général dans l'incapacité d'en corriger les effets négatifs, tant pour les populations que pour les entreprises. En revanche, il leur appartient de proposer des solutions tendant à concilier efficacité économique et équité sociale.



promoteurs sont issus aussi bien des entreprises modernes que de l'administration ou de l'économie populaire, constituent un milieu économique intermédiaire.

Socialement, ces trois ensembles entretiennent des relations constantes par la mobilité de la main d'oeuvre, par l'appartenance d'actifs d'une même famille à chacun d'eux, par l'exercice simultané de plusieurs activités et par la consommation quotidienne des ménages qui s'adressent à chacun d'eux. Techniquement et économiquement, les relations entre les ensembles se multiplient par la sous-traitance. Ces échanges augmentent généralement avec le degré d'urbanisation.

L'attraction des villes sur les campagnes

Les progrès des communications ont modifié les conditions de l'échange entre la ville et la campagne. Les deux mondes tendent à se rapprocher par l'extension des zones périurbaines. L'urbanisation intensifie les flux en provenance des zones rurales. Parallèlement, la mondialisation et l'approvisionnement extérieur sont source de concurrence pour l'économie locale. D'une manière générale, l'urbanisation entraîne un accroissement de la productivité du secteur rural induite par la croissance de la demande à satisfaire. L'exode rural ne produit pas systématiquement de dépopulation des campagnes. Il affecte principalement les zones à faible potentiel agricole ou enclavées et tenues à l'écart des marchés urbains. La migration vers les centres urbains dominants, que

sont d'abord les capitales, s'accompagne aussi de fortes migrations intra-rurales vers des zones agricoles utiles qui, de proche en proche, nourrissent la croissance des petites villes. L'urbanisation vide donc moins les campagnes qu'elle ne restructure profondément le peuplement des territoires autour des marchés urbains. L'essor des petites villes favorise l'investissement des urbains dans le milieu rural, contribue à l'organisation des marchés agricoles, augmente les échanges ville/campagne, rapproche les services urbains du monde rural et accroît la monétarisation de l'économie agricole.



Les cultures urbaines

“ Les villes, grandes et petites, ont été les moteurs de la croissance et des foyers de civilisation : elles ont favorisé l'évolution des connaissances, de la culture et des traditions, de l'industrie et du commerce. ”⁴



Grâce à la mondialisation, les cultures sont désormais mises en contact et en interaction permanente, au risque d'une uniformisation réductrice. Mais il se confirme que la création culturelle reste très dépendante de lieux forts et vivants, points de rencontres entre les influences du passé et celles d'ailleurs, mais aussi lieux de rayonnement. Soucieuses de leur potentiel de création artistique, scientifique et économique, les villes investissent simultanément dans la préservation et la valorisation de leurs patrimoines, socles de leur identité et témoins leurs différences.

Les habitants des villes, bénéficiant des multiples services et soumis aux contraintes toujours nouvelles de l'environnement urbain, ont depuis longtemps adapté leurs modes de vie pour tirer le meilleur parti des innombrables possibilités de rencontres, d'affaires, de loisirs que le rassemblement urbain favorise.

Il devient possible de dire, aujourd'hui, que dans les sociétés les plus avancées, toute la population a adopté un mode de vie urbain, une culture urbaine. Ce mouvement n'est pas spécifique aux pays industrialisés, il se retrouve dans toutes les parties du monde. À l'aube du XXI^e siècle, la convergence de nombreuses évolutions n'entrave pas l'enrichissement d'identités urbaines fortes.



⁴ Agenda d'Habitat, par. 7